



Dispositif Local d'Accompagnement

Bilan d'activité consolidé - Année 2012

30 mai 2013



Cette action
est cofinancée par
l'Union européenne



Ingénierie et services pour
entreprendre autrement

SOMMAIRE

L'ACTIVITE DU DISPOSITIF DLA	4
<i>Introduction</i>	<i>4</i>
Les structures accompagnées par le DLA.....	5
Répartition des structures accompagnées par région	6
L'emploi dans les structures accompagnées.....	7
<i>L'offre de service du DLA</i>	<i>8</i>
Budget et actions réalisées	8
La mesure d'impact.....	9
<i>Caractéristiques des structures bénéficiaires d'ingénieries</i>	<i>11</i>
Les types de structures	11
Les principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénieries	13
<i>Actions d'ingénieries financées par les DLA</i>	<i>15</i>
Thématiques des ingénieries	15
Les dépenses d'ingénieries.....	16
Les prestataires mobilisés.....	18
LE FINANCEMENT DES DLA ET DES C2RA	19
<i>Partenariat financier global, cofinancements inclus</i>	<i>19</i>
<i>Partenariat financier des DLA, cofinancements inclus</i>	<i>20</i>
<i>Les DLA cofinancés par les collectivités territoriales.....</i>	<i>23</i>
<i>Partenariat financier des C2RA</i>	<i>26</i>
<i>Partenariat financier des CNAR.....</i>	<i>27</i>

LE DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (DLA)

► LE DLA C'EST QUI ?

Dans chaque département, une ou plusieurs structures compétentes assurent la fonction de DLA.

105 DLA à ce jour, portés par des structures variées : Fonds Territorial France Active, têtes de réseau associatives (Ligue de l'Enseignement, etc.), Comité de Bassin d'Emploi (CBE), associations d'appui à la vie associative, Comité d'Expansion, Boutique de Gestion, Plate-Forme d'Initiative Locale (PFIL), etc.

Les DLA sont financés par l'État, la Caisse des Dépôts, le Fonds social européen et selon les cas d'autres partenaires comme les collectivités locales.

► LE DLA POUR QUI ?

Le DLA s'adresse aux structures qui développent des activités et services d'utilité sociale reconnues sur un territoire, qui créent de l'emploi, par exemple : une association loi 1901, une structure coopérative, une structure d'insertion par l'activité économique...

Il s'agit plus particulièrement de structures qui :

- ont la volonté de consolider leurs activités, de pérenniser leurs emplois,
- ont identifié des difficultés qui nécessitent un appui professionnel externe,
- s'interrogent sur leur stratégie de consolidation, de développement de leurs activités.

► COMMENT ÇA MARCHE ?

Le DLA permet à une structure de bénéficier d'un diagnostic partagé de sa situation, de sa capacité de consolidation économique et de ses besoins d'appui. Si la structure accepte les préconisations qui découlent de ce diagnostic, le chargé de mission DLA élabore avec elle et met en place **un plan d'accompagnement**, qui comprend une ou plusieurs actions d'appui sous forme d'ingénieries individuelles ou collectives, financées par le DLA et réalisées par des prestataires. Il assure un suivi **du plan d'accompagnement et mesure son impact** sur le développement des activités et des emplois.

Le DLA fédère autour de lui et au sein de ses comités d'appui et de pilotage des acteurs du développement local dans le secteur d'intervention de la structure (collectivités locales, banques, coordinations et fédérations associatives...). Il constitue ainsi une opportunité pour définir collectivement une démarche d'accompagnement des activités, des services et des structures sur un territoire.

L'Avise anime le dispositif DLA pour le compte de l'Etat et de la Caisse des Dépôts.

► LE DLA EN CHIFFRES

Depuis sa mise en place sur le territoire national en 2003, près de 42 000 structures d'utilité sociale, représentant 530 000 emplois consolidés, ont bénéficié de l'action du dispositif DLA.

En 2011, 165 000 associations employeurs sont recensées en France. 1,8 millions de personnes y exercent une activité salariée.

La Lettre nationale du dispositif DLA

Abonnez-vous dès maintenant !

Retrouvez dans ce « trimestriel » toute l'actualité du dispositif : exemples, témoignages, analyses, chiffres...

L'essentiel pour découvrir et comprendre le dispositif DLA.

Abonnement gratuit sur simple demande par mail à lettredla@avise.org

A télécharger gratuitement sur www.avise.org.

Pour plus d'informations et contacter l'interlocuteur DLA de votre département, rendez-vous sur le site de l'Avise et consultez la cartographie nationale des DLA – C2RA

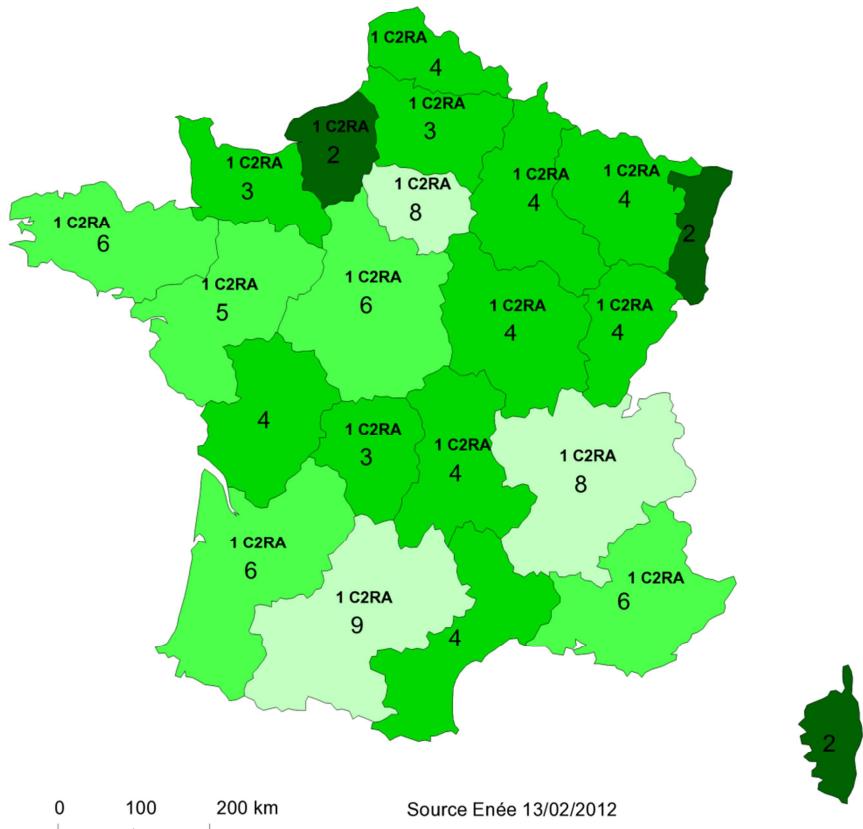
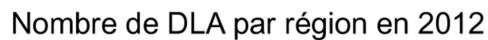
<http://www.avise.org> rubrique Dispositif local d'accompagnement

3

L'ACTIVITE DU DISPOSITIF DLA

Introduction

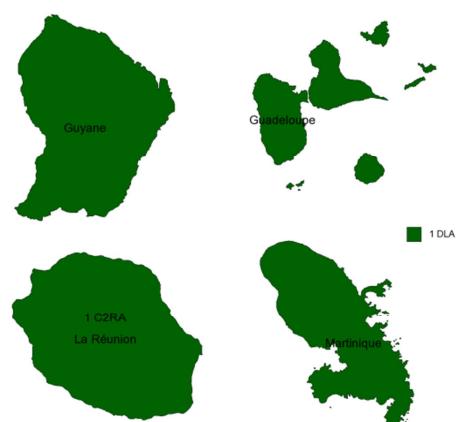
Ce bilan a été réalisé à partir des données renseignées dans Enée, l'Extranet de suivi du DLA au **08/02/2013**, il représente l'activité des 105 DLA du dispositif au cours de l'année 2012.



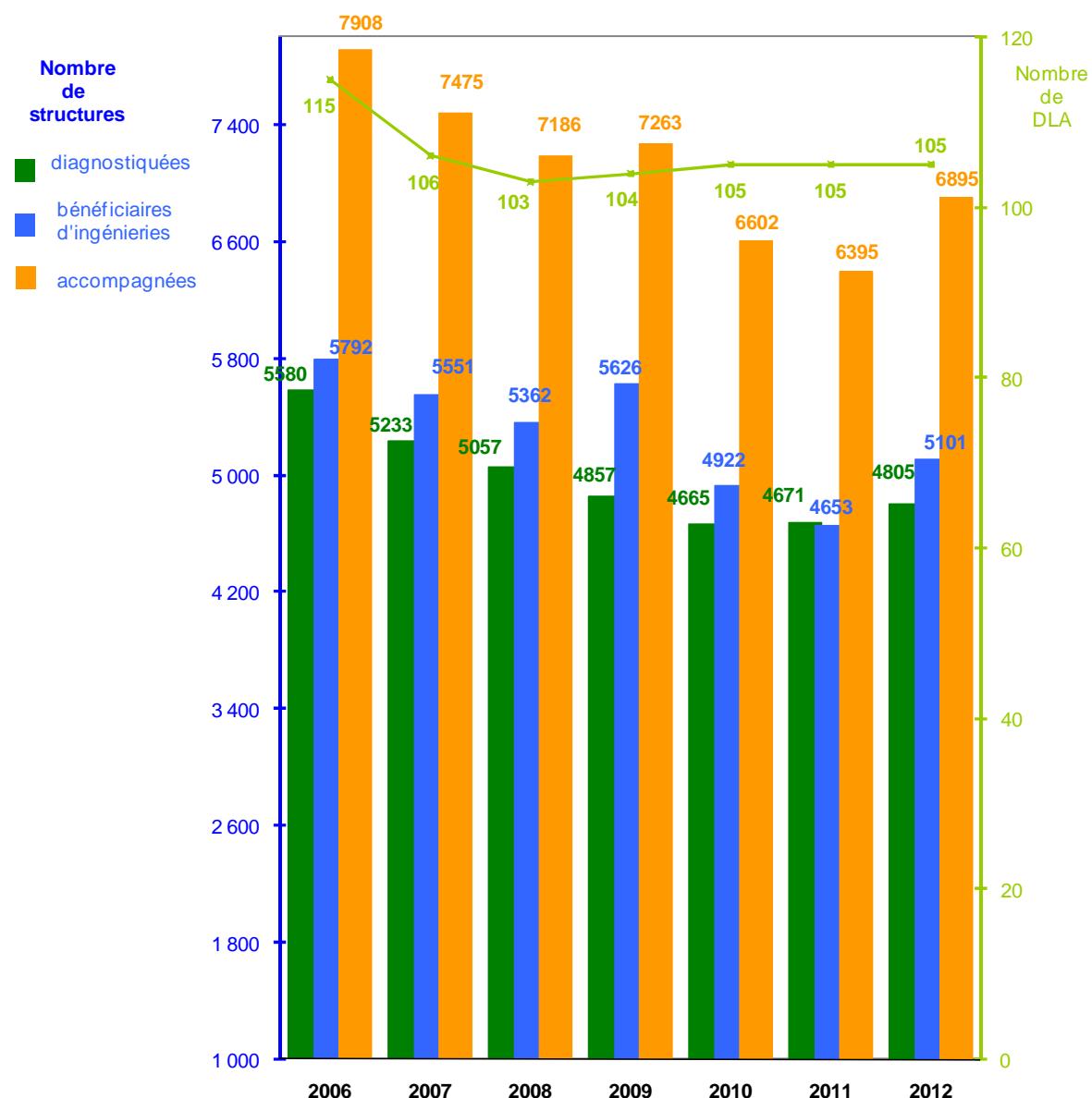
En 2012 30% des DLA étaient portés par des Fonds Territoriaux France Active, 15% par le réseau BGE, 10% par les têtes de réseau Ligue de l'Enseignement ou EOI.

l'Enseignement ou l'OL. On y trouve également des Comités de Bassin d'Emploi (CBE), des associations d'appui à la vie associative, des Comités d'Expansion, des Plateformes d'Initiative Locale (PIL), etc.

Les 19 C2RA pour leur part sont portés par des Chambres Régionales d'Economie Sociale et Solidaire, des CPCA régionales, des Boutiques de Gestion, le PLUS et l'Atelier



Les structures accompagnées par le DLA



L'activité du DLA s'exprime en nombre de structures accompagnées à savoir, bénéficiant de diagnostics et/ou d'ingénieries.

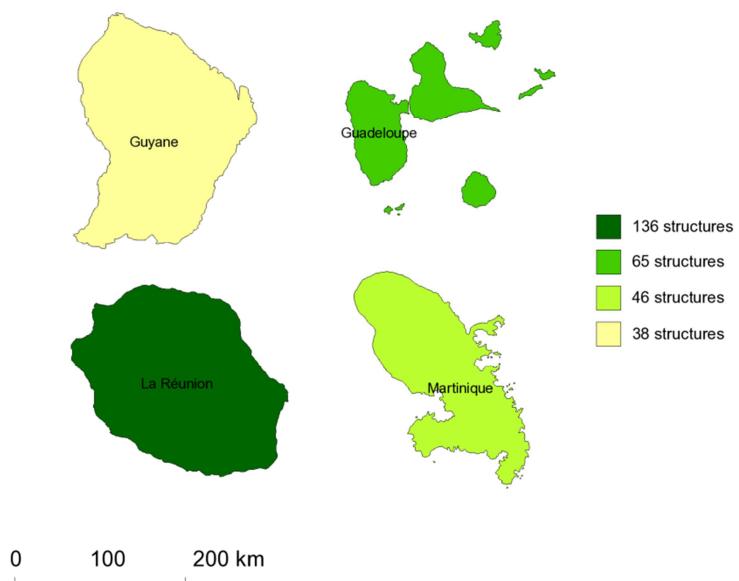
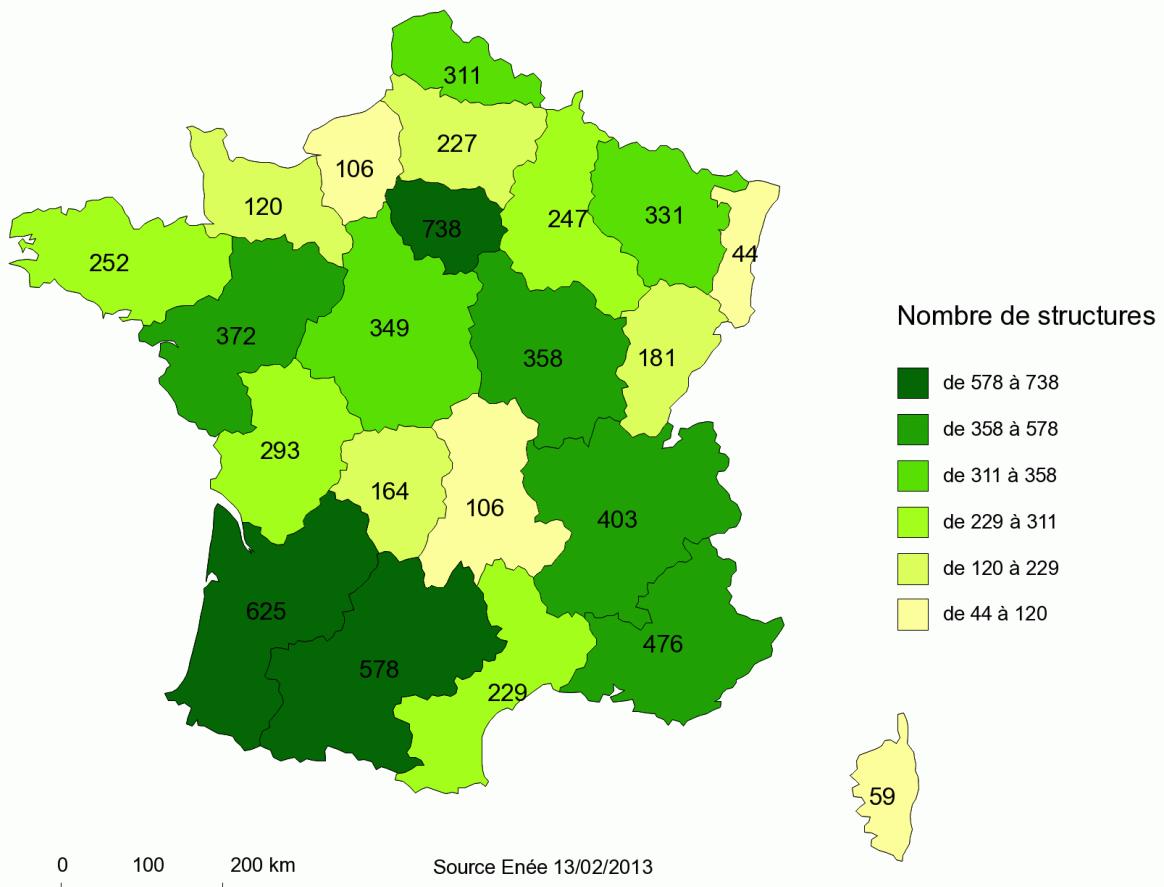
Les **105** structures porteuses du **DLA** ont apporté en 2012 un appui à **6 895 structures** dont 74% (5 101) ont bénéficié d'au moins une ingénierie individuelle ou collective. Les DLA ont accueilli **3 570** nouvelles structures.

L'année 2012 est marquée par une hausse significative de l'activité des DLA (plus 500 structures), liée à une hausse du budget des DLA (cf. page 21). Par ailleurs, l'année 2011 avait été marquée par un démarrage tardif de l'activité du dispositif, en raison d'un nouvel appel à projet et la signature de nouvelles conventions triennales.

Rappel : le nombre de structures accompagnées ne peut être cumulé à partir des données annuelles ci-dessus, en effet les mêmes structures pouvant bénéficier de DLA d'une année sur l'autre.

Répartition des structures accompagnées par région

Structures accompagnées par le DLA en 2012



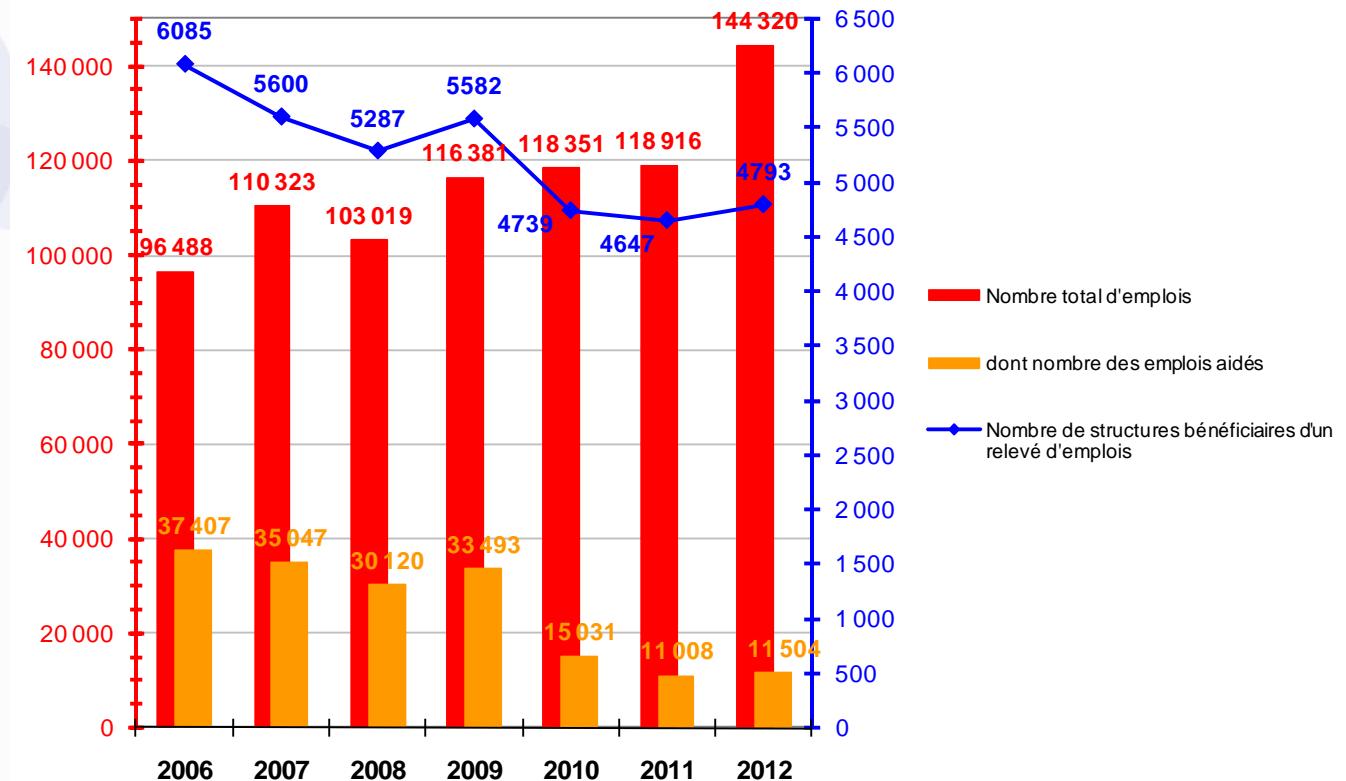
A noter : contrairement aux données affichées par région sur la carte de métropole, les données pour les Dom sont à l'échelle départementale non comparable.

6

Source : données enregistrées dans Enée, l'extranet du dispositif DLA au 08/02/2013

L'emploi dans les structures accompagnées

L'emploi en nombre de postes



Les DLA recueillent le nombre d'emplois des structures qu'ils accompagnent lors du diagnostic. En 2012, ce suivi a été effectué sur plus de 69% des structures accompagnées, le nombre d'emplois est ainsi sous évalué.

L'activité des DLA en 2012 a concerné plus de 144 000 emplois :

- 46% de CDI (45% en 2011)
- 54% de CDD (55% en 2011)
- 8% d'emplois aidés (9,3% en 2011).

L'offre de service du DLA

Budget et actions réalisées

L'accompagnement proposé par les DLA se décline en différentes actions.

- Les chargés de mission DLA accueillent chaque année de nouvelles structures (3 570 en 2012).
- Ils réalisent un diagnostic et élaborent le plan d'accompagnement des structures, ils sélectionnent ensuite des prestataires pour des missions de conseil.
- A l'issue de l'accompagnement, ils réalisent un suivi post-accompagnement et, pour un échantillon de structures (548 en 2012), une mesure de l'impact de l'accompagnement.

Ces actions sont financées par le budget « offre de service interne » du DLA, qui s'élève en 2012 à 9,4 M€, soit 40% du budget total.

Nombre d'actions financées par l'offre de service interne	2011	2012
Structures nouvellement accueillies	3333	3570
Structures diagnostiquées au cours de l'année	4671	4805
- via un diagnostic de pré-accompagnement	3136	3249
- via un suivi post-accompagnement	1798	1825
Structures bénéficiaires de la mesure d'impact	440	548
Budget « offre de service interne » conventionné	8 944 994 €	9 431 417 €

Les actions d'ingénieries, réalisées par des prestataires, sont financées par le budget « fonds d'ingénieries », qui s'élève en 2012 à 14,2M€ soit 60% du budget total.

Nombre d'actions financées par le fonds d'ingénierie	2011	2012
Structures bénéficiaires d'une ingénierie	4653	5101
Nombre d'ingénieries commandées	3038	3255
Montant des prestations engagées	11 510 194 €	12 427 346 €
Fonds d'ingénierie conventionné	13 625 029 €	14 229 147 €
Nombre de DLA	105	105

Le fonds d'ingénierie conventionné correspond aux montants inscrits dans les conventions DLA (prévisionnel). Le montant des prestations engagées correspond aux « dépenses » enregistrées à la date du 8/02/2013 sur l'extranet Enée. L'écart entre les deux montants peut s'expliquer :

- d'une part en raison de dépenses non encore enregistrées sur Enée
- d'autre part, en raison de dépenses inférieures au prévisionnel.

A noter : tous les diagnostics réalisés par les chargés de mission DLA ne donnent pas lieu à une ingénierie ; le diagnostic peut à lui seul apporter les solutions appropriées à la structure concernée.

Le suivi post-accompagnement n'est pas réalisé systématiquement pour toutes les structures accompagnées.

Les différentes actions comptabilisées ci-dessus ne sont pas cumulables : une même structure pouvant bénéficier de plusieurs types d'action au cours de l'année.

La mesure d'impact

Une enquête menée en 2012 auprès d'un échantillon de 548 structures accompagnées par le Dispositif local d'accompagnement (DLA) a mesuré la capacité du dispositif à consolider économiquement les structures et à développer et pérenniser leurs emplois.

Entre le premier diagnostic réalisé en 2010 et la situation des structures deux ans après, des changements significatifs sont observés, alors que l'on assiste à une dégradation vraisemblable de l'emploi salarié dans les associations, consécutive à la crise économique. Les résultats de l'enquête confirment que dans un contexte tendu pour les associations, l'accompagnement est un vecteur central de progression et d'amortissement des effets de la crise.

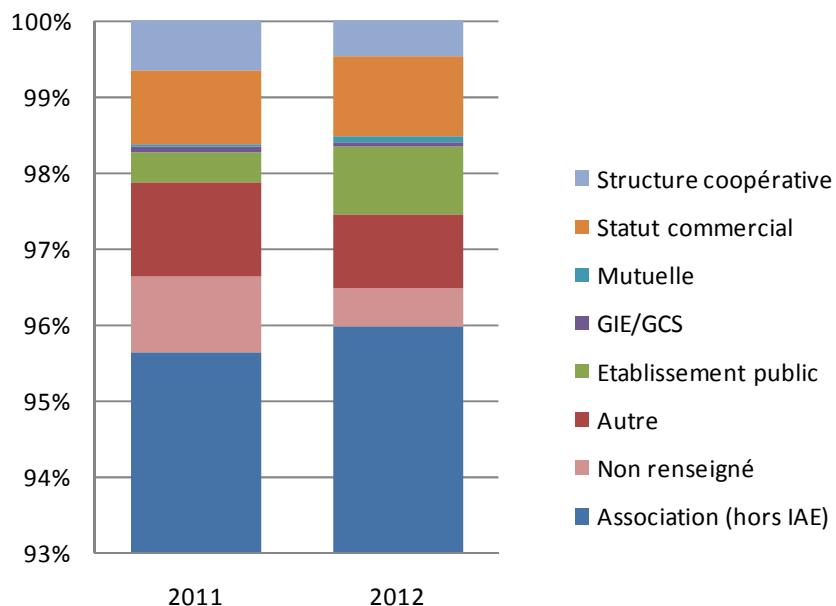
Type de structures	Principaux secteurs représentés	Caractéristiques / besoins d'accompagnement	Impacts du DLA
Structures mono employeuses 17%	Culture Sport Environnement	Très peu de financeurs publics, très utilisatrices de contrats aidés Le modèle économique est viable Forts besoins d'accompagnement à la gestion et au fonctionnement (formalisation du projet)	Professionnalisation Fiabilisation des outils financiers Amélioration du fonctionnement général 84% d'entre elles ont augmenté ou consolidé leur effectif
Très petites structures (1 à 4 ETP) 16%	Culture Sport	Les instances fonctionnent correctement Dépendantes des aides à l'emploi Fragiles, des besoins d'accompagnement sur la gestion, consolidation du modèle économique et leur assise financière	Amélioration des outils de gestion et du fonctionnement général Augmentation de l'activité pour la majorité des structures, mais le modèle économique reste fragile Plus de la moitié (55 %) a augmenté son nombre d'ETP, 17 % ont pu consolider leurs emplois.
Petites structures (2 à 9 ETP) 23%	Famille, enfance, jeunesse Culture Insertion	Fragiles sur leur modèle économique avec plusieurs financeurs publics Peu d'emplois aidés (hors insertion par l'activité économique (IAE)) Structures en changement d'échelle : accompagnement des transitions, besoins d'accompagnement sur l'analyse de leur modèle économique	Amélioration des outils et du fonctionnement général Augmentation de l'activité et pour presque la moitié rentabilité d'exploitation positive Plus de la moitié (51 %) a augmenté son nombre d'ETP, 12 % ont pu consolider leurs emplois

Moyennes structures (5 à 25 ETP) 19%	Insertion Famille, enfance, jeunesse Culture Environnement Services à la personne	Structures gestionnaires, peu d'emplois aidés (hors IAE), des temps partiels Assise financière confortable mais modèle économique fragile Appui à la prévention des risques et développement de nouvelles opportunités	Structures dynamiques, augmentation de l'activité qui s'accompagne d'une consolidation du modèle économique pour quasi ¾ d'entre elles Plus de la moitié (56%) a augmenté son nombre d'ETP et 6 % a pu consolider ses emplois
Grosses structures (+ de 20 ETP) 25%	Insertion Services à la personne	Grand nombre d'emplois à temps partiel Suivies par de nombreux financeurs Structures très gestionnaires Modèle économique très fragile et assise financière insuffisante. Appui au renforcement de l'assise financière	Amélioration des outils et du fonctionnement général Consolidation des emplois et du modèle économique avec hausse de l'activité pour 77% Plus de la moitié (52 %) a augmenté son nombre d'ETP et 5 % a pu consolider ses emplois

Caractéristiques des structures bénéficiaires d'ingénieries

Les types de structures

Structures bénéficiaires en 2012

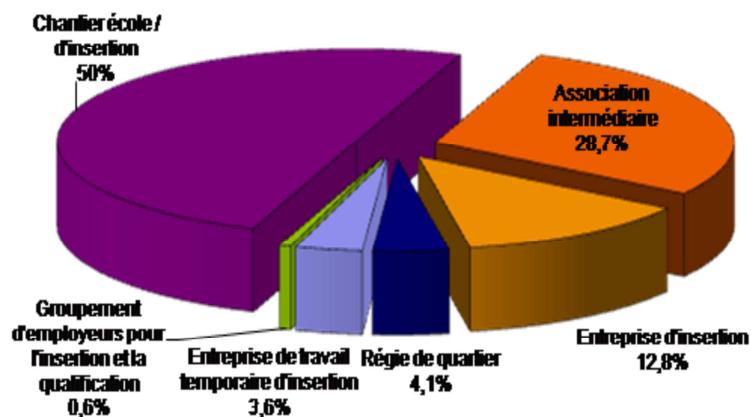


Types de structures bénéficiaires d'ingénieries	2011	2012	pourcentage
Association (hors IAE)	4450	4896	95,98%
Autre	58	50	0,98%
Etablissement public	19	45	0,88%
GIE/GCS	3	4	0,08%
Mutuelle	1	4	0,08%
Statut commercial	45	53	1,04%
Structure coopérative	31	24	0,47%
Non renseigné	46	25	0,49%
Total	4653	5101	100,00%

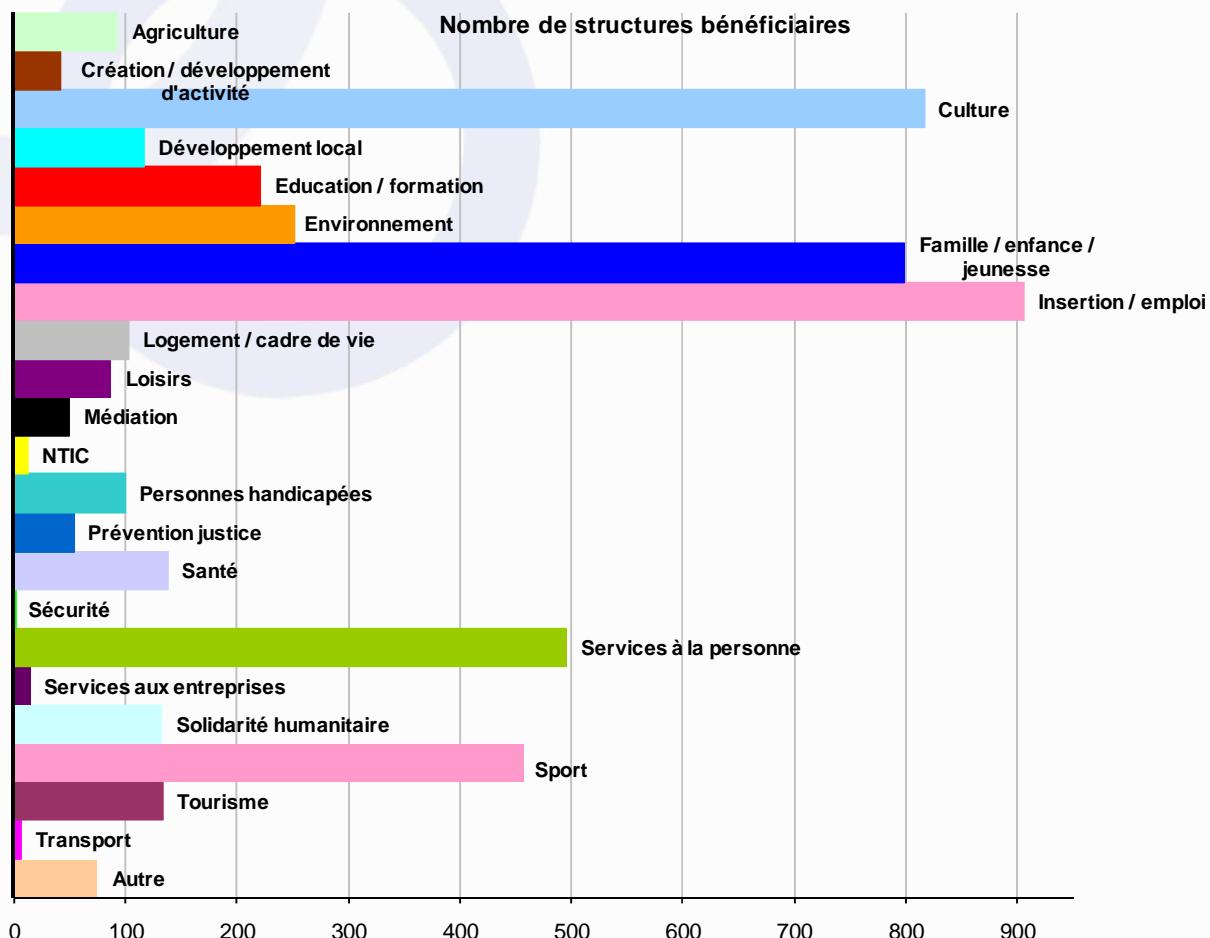
En 2012, les **associations** représentent toujours la majorité des structures bénéficiaires (96%). A noter : le mode de comptage des structures dans Enée a été modifié en 2011. Les SIAE sont désormais identifiées à la fois par leur statut juridique et par leur convention IAE (préalablement, seule la convention IAE était enregistrée). De nouveaux types de statuts juridiques ont également été ajoutés pour plus de précisions.

16% des bénéficiaires (804) sont des structures d'insertion par l'activité économique, majoritairement sous statut associatif. Le nombre de SIAE bénéficiaires a légèrement progressé par rapport à 2011.

Zoom sur l'Insertion par l'Activité Economique : les SIAE bénéficiaires de DLA



Les principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénieries

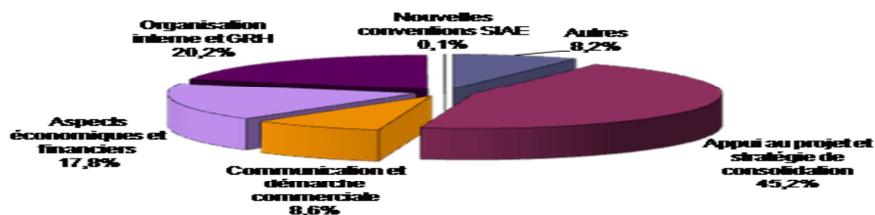


l'**Insertion / Emploi** représente toujours 17,6% des structures bénéficiaires d'ingénieries comme en 2011 par contre elle représente le secteur le plus représenté cette année devant la **Culture** et **Famille / enfance / jeunesse** qui comptent autour de 16% des structures bénéficiaires (18% pour la Culture et 12,7% Famille / enfance / jeunesse en 2011). Arrivent ensuite les **Services à la personne** avec 9,70% (9% en 2011) et le sport avec 9% (8,55% en 2011).

Répartition sectorielle des structures bénéficiaires	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture	87	82	70	60	63	63	83	92
Création / développement d'activité	52	34	31	39	45	36	47	41
Culture	690	922	934	906	876	852	830	817
Développement local	107	103	93	92	98	103	121	116
Education / formation	220	270	231	214	228	240	234	221
Environnement	165	240	186	165	200	179	173	251
Famille / enfance / jeunesse	525	624	640	741	725	659	590	799
Insertion / emploi	714	1 005	962	905	1208	869	819	906
Logement / cadre de vie	69	93	92	116	133	113	94	103
Loisirs	160	198	158	141	97	85	90	87
Médiation	43	39	45	44	57	50	40	49
NTIC	30	21	24	20	17	17	16	13
Personnes handicapées	50	94	119	113	110	103	98	99
Prévention justice	43	45	49	48	49	62	51	53
Santé	106	156	131	105	118	135	164	138
Sécurité	3	4	1	0	0	3	2	1
Services à la personne	380	569	742	658	703	523	417	495
Services aux entreprises	25	21	16	23	20	22	25	15
Solidarité humanitaire	139	140	116	124	134	122	122	132
Sport	628	724	656	573	524	466	398	457
Tourisme	185	219	144	145	108	127	127	134
Transport	16	14	13	9	11	12	14	7
Autre	82	175	98	121	102	81	98	75
	4 519	5 792	5 551	5 362	5 626	4 922	4 653	5 101

Actions d'ingénieries financées par les DLA

Thématiques des ingénieries



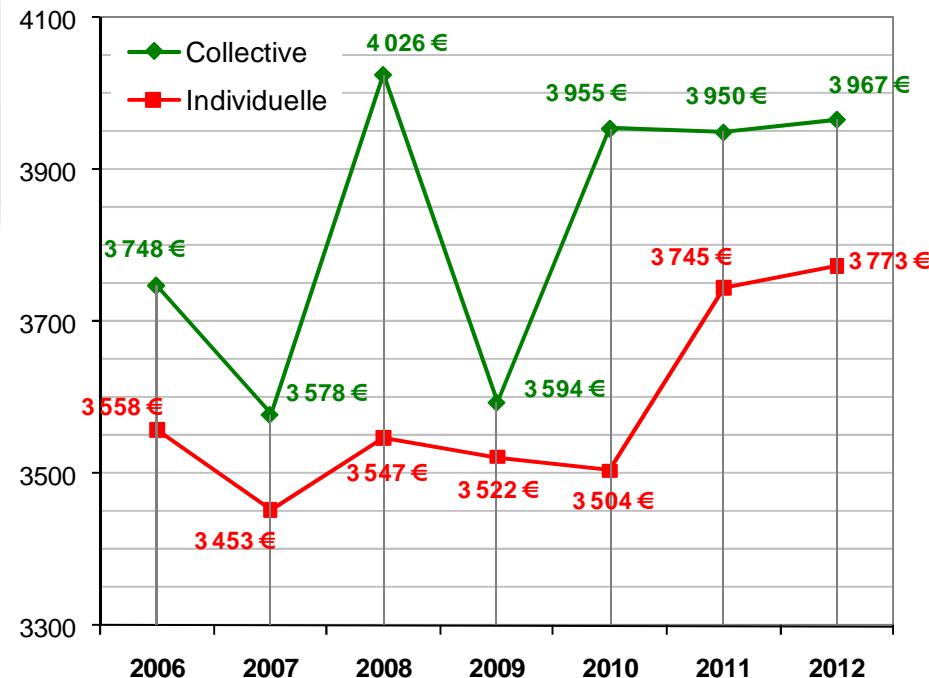
Thématiques des ingénieries en nombre de prestations		2012	
Appui au projet et stratégie de consolidation	1 501	Stratégie de consolidation	596 17,94%
		Projet de la structure	659 19,83%
		Evolution de l'activité	205 6,17%
		Evaluation de l'utilité sociale	22 0,66%
		Changement de statut	19 0,57%
Communication et démarche commerciale	285	Commercial / étude de marché	106 3,19%
		Communication / NTIC	179 5,39%
Aspects économiques et financiers	591	Comptabilité	94 2,83%
		Fiscalité	45 1,35%
		Gestion financière	299 9,00%
		Recherche de financement	153 4,60%
Organisation interne et GRH	671	Organisation interne	375 11,28%
		Management / RH	296 8,91%
Autres	275	Mutualisation	143 4,30%
		Autres	130 3,91%
		Nouvelles conventions SIAE	2 0,06%

Malgré un léger recul la thématique la plus représentée reste l'**appui au projet** (47,5% en 2011), les deux thèmes les plus représentées sont la **refonte du projet** avec presque 20% des prestations engagées (18% en 2011) et la **stratégie de consolidation** avec un peu moins de 18% (21% en 2011).

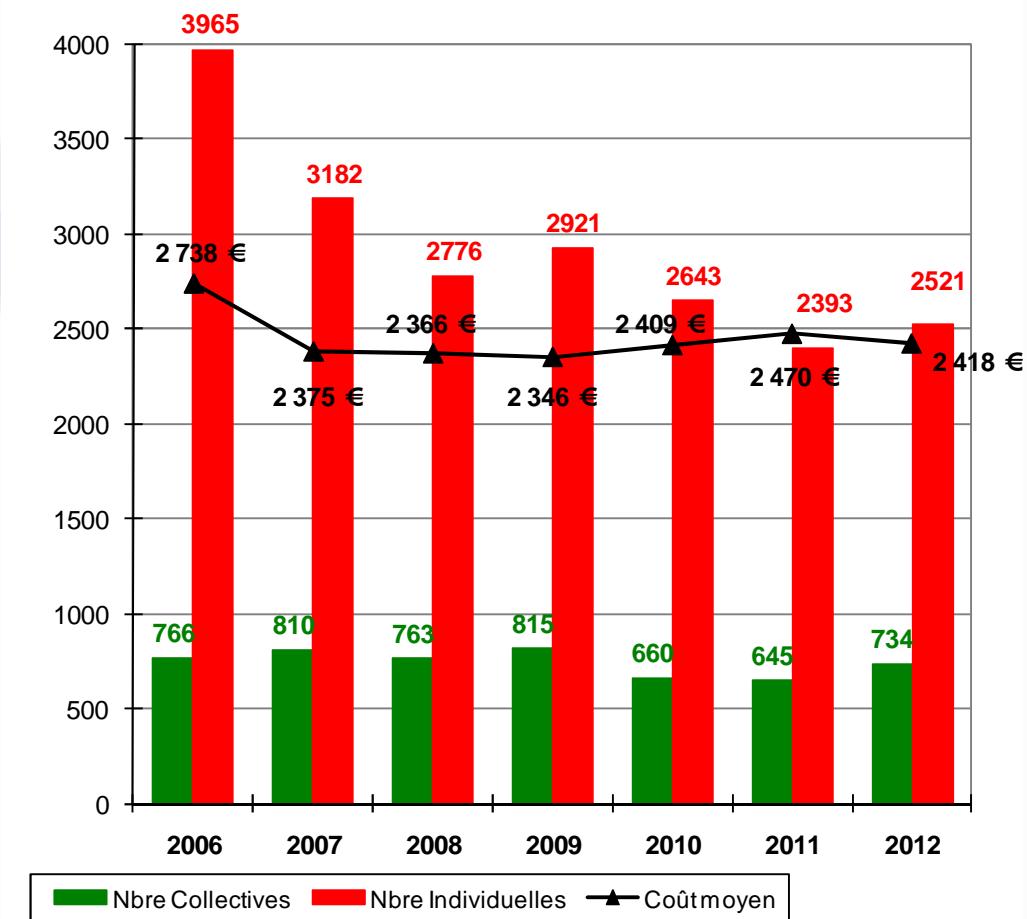
En 2^{ème} position, les ingénieries traitant des questions d'organisation interne augmentent légèrement (moins de 20% en 2011), ainsi que les thématiques financières et économiques (moins de 17% en 2011).

Les dépenses d'ingénieries

Coût annuel moyen d'une ingénierie



Dépense moyenne d'ingénierie par structure

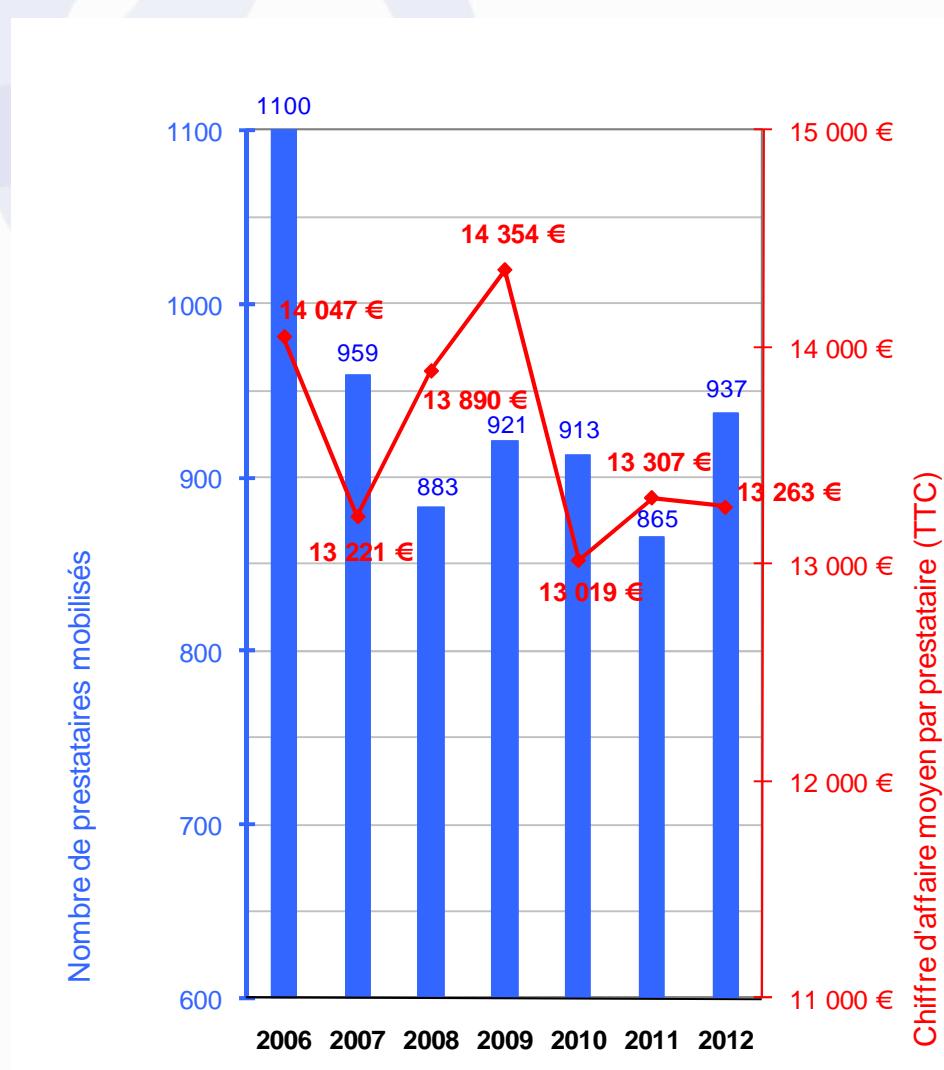


Les DLA ont commandé 3 255 ingénieries : **2 521 ingénieries individuelles et 734 ingénieries collectives**, on note une légère baisse des individuelles au profit des collectives depuis 2010.

Le coût moyen par structure bénéficiaire est stable depuis 2007, il se situe autour de 2 400€.

Le coût moyen d'une ingénierie est également stable : il s'élève à 3 820 € (3 790 € en 2011).

Les prestataires mobilisés



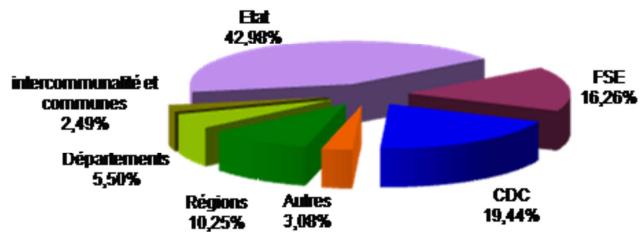
Les DLA ont fait appel à **937 prestataires** : ils sont notamment identifiés par les DLA à travers la base Enée, qui recense plus de 3 900 prestataires.

Leur chiffre d'affaire annuel moyen est stable et leur durée moyenne annuelle d'intervention est de 14 jours et demi.

Le financement des dla et des c2ra

Partenariat financier global, cofinancements inclus

Budget consolidé des 105 DLA et des 19 C2RA

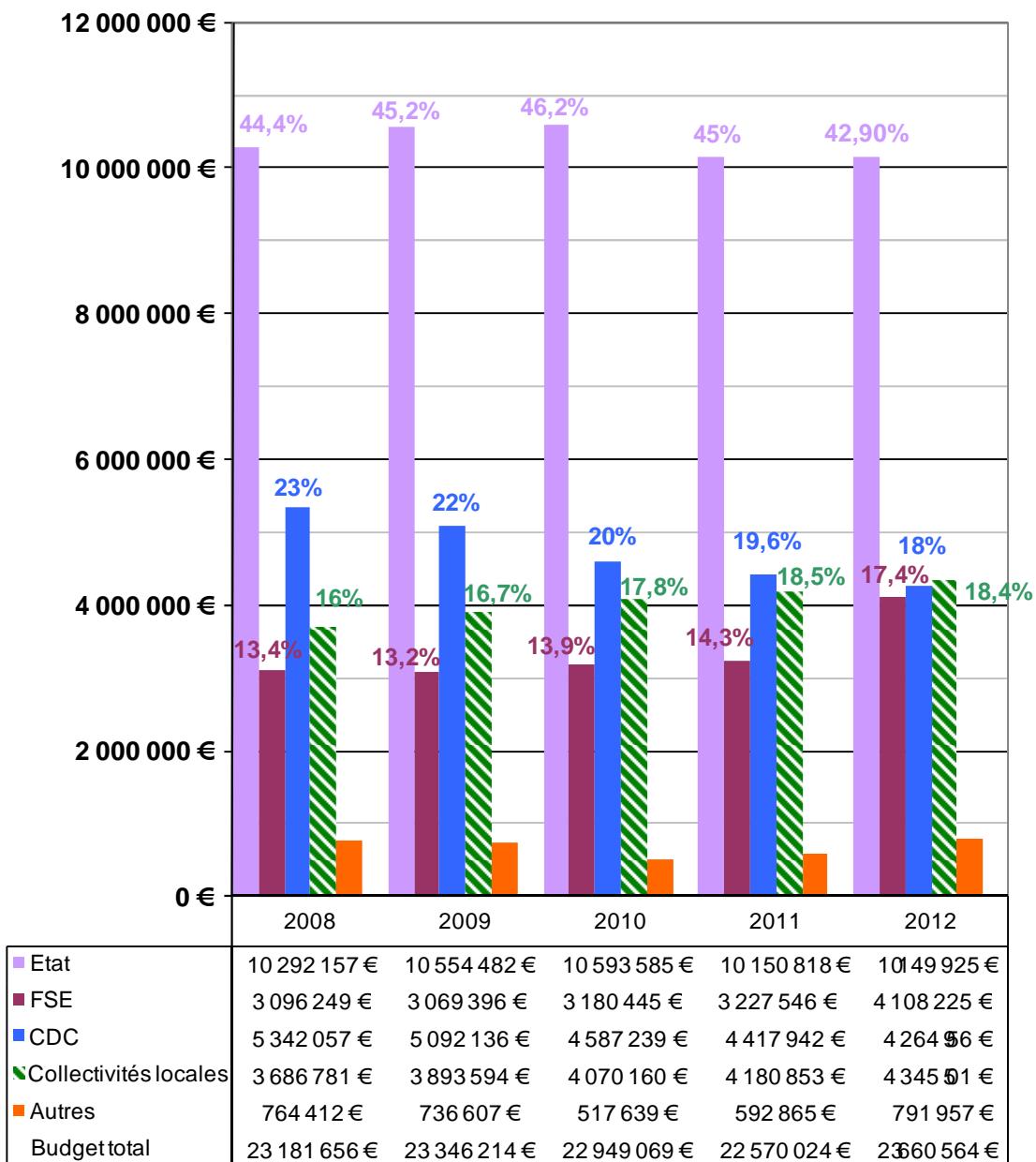


	2008	2009	2010	2011	2012	évolution 2011-2012
Etat	11 123 723 €	11 444 917 €	11 404 178 €	11 015 754 €	11 077 125 €	0,56%
FSE	3 300 551 €	3 233 565 €	3 299 652 €	3 358 188 €	4 19 725 €	24,82%
CDC	6 206 857 €	5 907 727 €	5 339 408 €	5 098 744 €	5 09 734 €	-1,75%
Autres	764 412 €	774 677 €	536 974 €	604 580 €	794 082 €	31,34%
Régions	2 223 564 €	2 377 767 €	2 488 771 €	2 641 180 €	2 642 388 €	0,05%
Départements	1 271 655 €	1 267 565 €	1 369 990 €	1 320 903 €	1 418 606 €	7,40%
Intercommunalité et communes	483 360 €	603 145 €	561 755 €	629 925 €	641 534 €	1,84%
Budget total	25 374 122 €	25 609 362 €	25 000 729 €	24 669 274 €	25 775 194 €	4,48%
part de l'offre de service interne	9 686 122 €	9 735 229 €	10 316 045 €	10 961 274 €	11 093 261 €	1,20%
part du fonds d'ingénierie	15 688 000 €	15 874 133 €	14 684 684 €	13 708 000 €	14 681 934 €	7,10%

Les montants affichés sont les données enregistrées dans Enée, ils peuvent être légèrement différents du total des montants conventionnés.

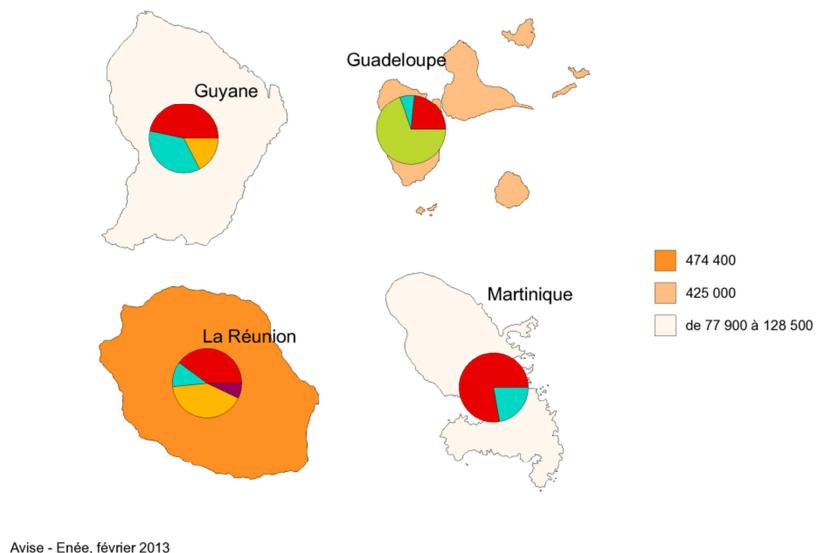
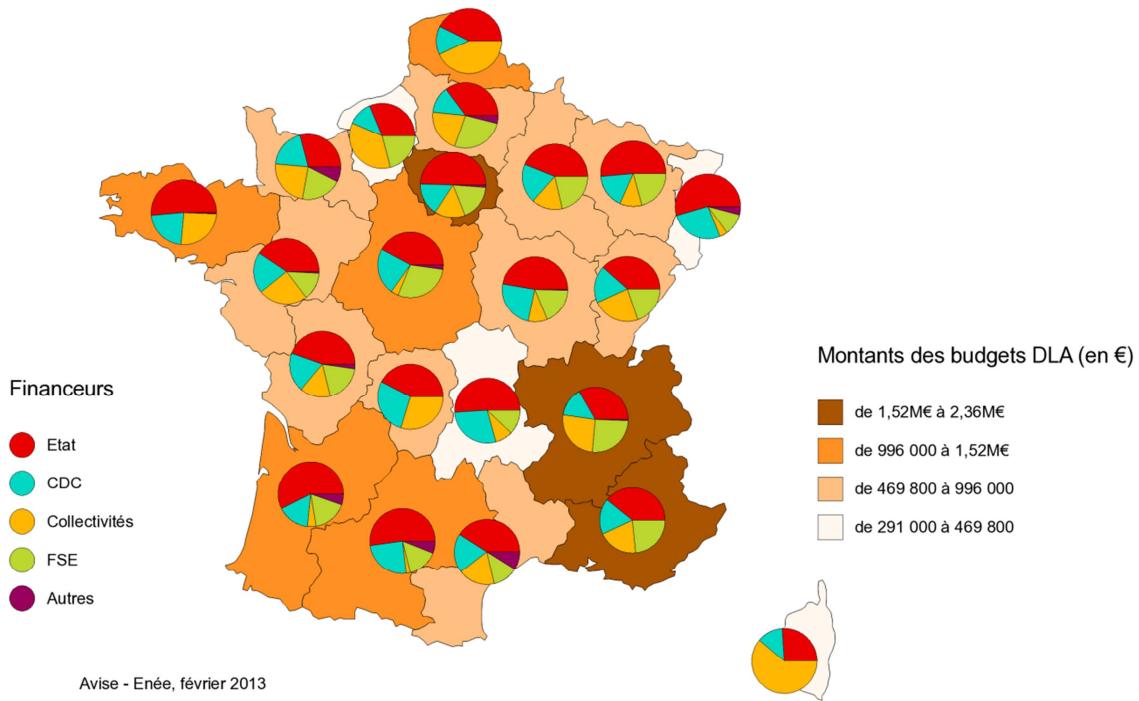
Partenariat financier des DLA, cofinancements inclus

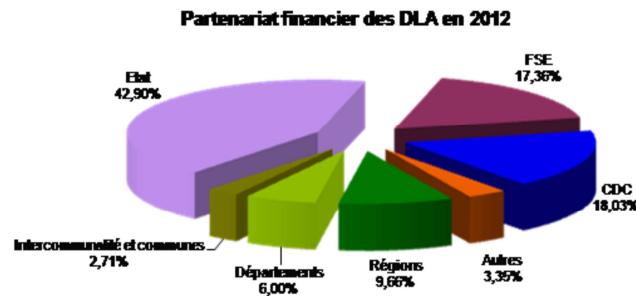
Budget annuel conventionné des DLA
(105 en 2012)



Dans la catégorie « Autres » on trouve des structures bénéficiaires, des acteurs bancaires, des fédérations, des OPCA, des CAF, etc.

Participation des financeurs dans les budgets DLA en 2012

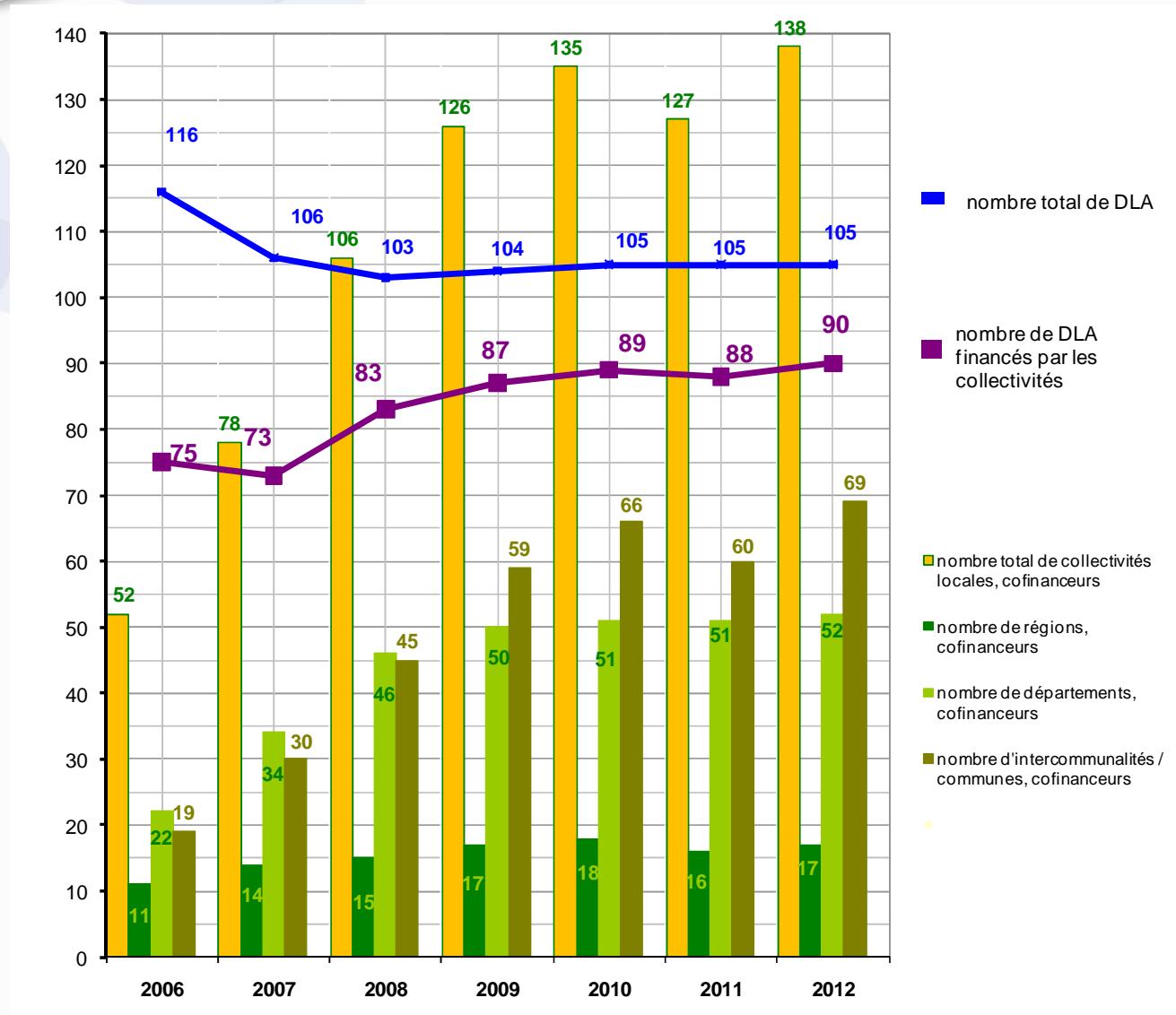




2012	Offre de service interne	part dans budget total	Fonds d'ingénierie	part dans budget total	Budget total
Etat	4 910 439 €	20,75%	5 239 486,24	22,14%	10 149 925 €
FSE	301 967 €	1,28%	3 806 258 €	16,09%	4 108 225 €
CDC	2 545 271 €	10,76%	1 719 685 €	7,27%	4 264 956 €
Autres	110 679 €	0,47%	681 278 €	2,88%	791 957 €
Régions	887 342 €	3,75%	1 398 019 €	5,91%	2 285 361 €
Départements	440 488 €	1,86%	978 118 €	4,13%	1 418 606 €
Intercommunalité et communes	235 231 €	0,99%	406 303 €	1,72%	641 534 €
	9 431 417 €	39,86%	14 229 147 €	60,14%	23 660 564 €

Rapporté au nombre de DLA (105 en 2012), le budget global des DLA a augmenté de presque 5% par rapport à 2011 (+1,65% en 2011, - 2,64% en 2010).

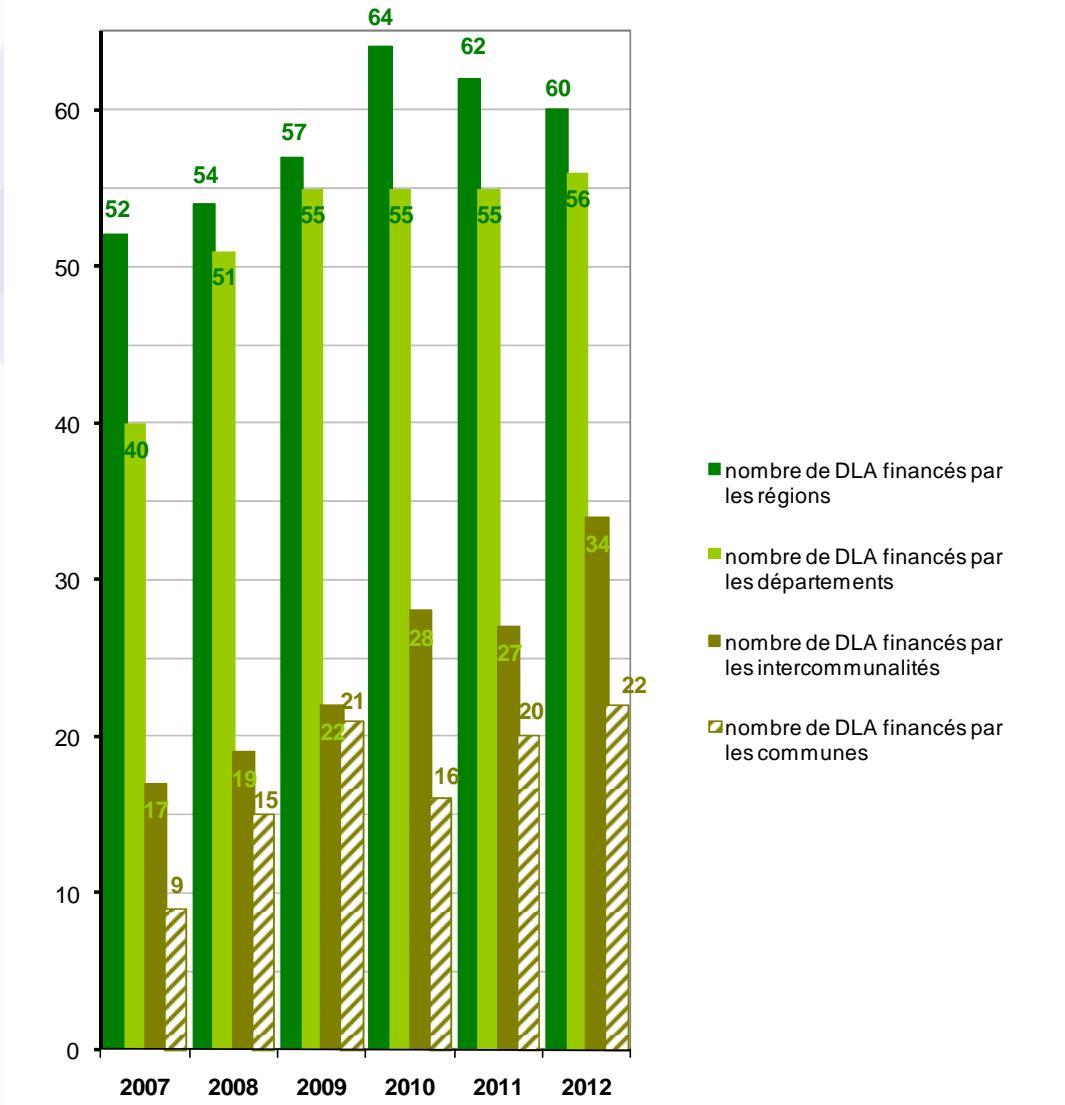
Les DLA cofinancés par les collectivités territoriales



Après un léger retrait du nombre de collectivités cofinanceurs du dispositif en 2011, celles-ci poursuivent leur progression en particulier au niveau des intercommunalités et des communes en 2012.

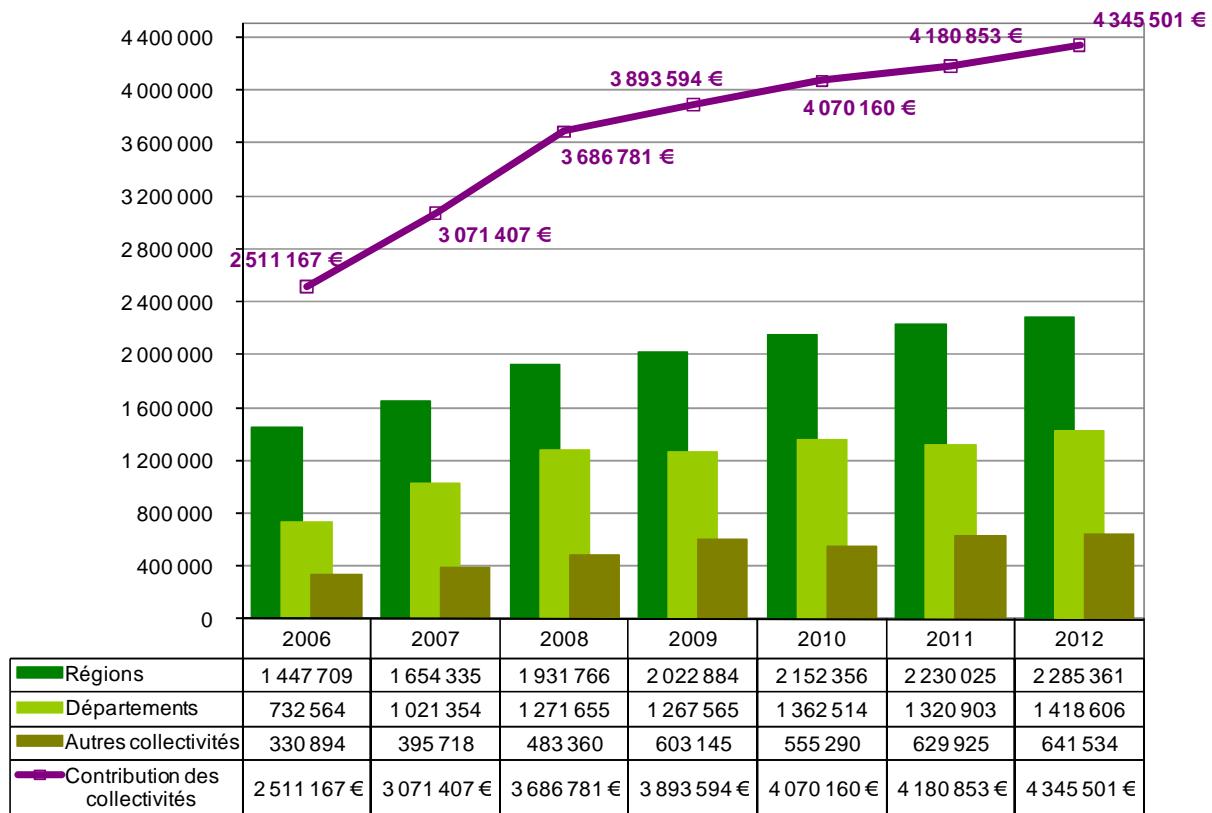
Leur participation financière globale continue à augmenter : + 4%.

Nombre de DLA financés par les collectivités territoriales



En 2012 86% des DLA sont financés par des collectivités territoriales, ils étaient 84% en 2011 et 85% en 2010.

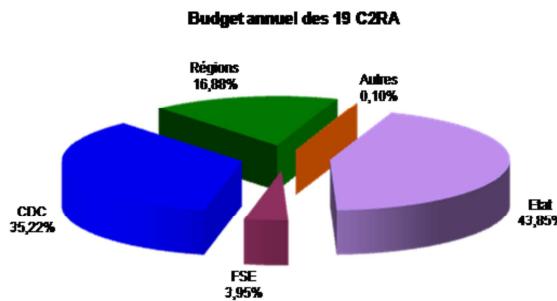
Contribution des collectivités territoriales dans le budget des DLA



Le nombre de collectivités financeurs progresse légèrement : elles sont 138 à cofinancer le dispositif. Leur participation financière continue sa progression : +4% en 2012 (2,7% en 2011). De plus, 31 nouvelles collectivités sont intervenues dans le dispositif, ce qui témoigne de leur intérêt pérenne pour le dispositif :

- 5 nouveaux Conseils Généraux,
- 12 nouvelles Intercommunalités,
- 14 nouvelles communes.

Partenariat financier des C2RA



	2008 (19 c2ra)	2009 (19)	2010 (20)	2011 (19)	2012 (19)
Etat	746 566 €	890 435 €	810 593 €	864 936 €	927 200 €
FSE	204 302 €	164 169 €	119 207 €	130 642 €	83 500 €
CDC	774 800 €	815 591 €	752 169 €	680 802 €	744 778 €
Régions	276 798 €	354 883 €	336 415 €	411 155 €	357 027 €
Départements			7 476 €	0 €	0 €
Intercommunalité			6 465 €	0 €	0 €
Autres		38 071 €	19 335 €	11 715 €	2 125 €
Budget total	2 002 466 €	2 263 149 €	2 051 660 €	2 099 250 €	2 114 630 €
part de l'offre de service interne	1 273 323 €	1 429 159 €	1 450 972 €	1 670 533 €	1 661 844 €
part du fonds d'ingénierie	729 143 €	833 990 €	600 688 €	428 717 €	452 787 €

A noter : en 2008 et 2009, les données financières sont comptabilisées pour 19 C2RA sur 20 en activité. En 2011, le C2RA Poitou-Charentes a cessé son activité.

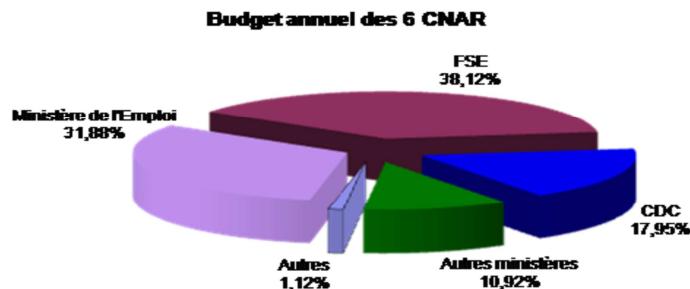
Les missions des C2RA

Les C2RA co-produisent avec les DLA des outils et des méthodes pour renforcer la qualité et la cohérence régionale des accompagnements de structures. Ils veillent à ce que ces productions soient partagées par l'ensemble des DLA de leur territoire.

Ils sont un lieu de ressources, d'information et d'échanges en appui des DLA. En favorisant le lien entre ces derniers et les réseaux associatifs, les collectivités locales et les institutions, ils contribuent au renforcement de politiques régionales d'appui aux activités d'utilité sociale.

En 2012, le budget global des C2RA rapporté au nombre de C2RA progresse de 0,73%.

Partenariat financier des CNAR



	2010	2011	2012
Etat	570 000 €	560 000 €	540 000 €
FSE	565 314 €	583 064 €	645 706 €
CDC	332 000 €	327 000 €	304 000 €
Ministères sectoriels	185 000 €	185 000 €	185 000 €
Fonds privés/Autres	20 000 €	-	19 000 €
Fonds propres	-	11 820 €	
Budget total	1 672 314 €	1 666 884 €	1 693 706 €

La ligne budgétaire finançant les CNAR est distincte de celle du DLA, leur budget ne peut donc être cumulé avec celui des DLA et des C2RA.

Les missions des CNAR

Les Centres Nationaux d'Appui et de Ressources (CNAR) sectoriels soutiennent les travaux des DLA et des C2RA dans l'accompagnement des structures et contribuent à la structuration des secteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les Cnar ont pour mission de :

- Mobiliser autour du DLA les têtes de réseaux et les acteurs du mouvement associatif,
- Apporter un appui-conseil et ressources aux DLA-C2RA,
- Promouvoir et développer l'activité et l'emploi dans le secteur concerné,
- Contribuer à la coordination, l'évaluation et la capitalisation autour du dispositif.

Six Cnar existent aujourd'hui dans les secteurs de la culture, de l'environnement, du sport, du social/médico-social/santé et de l'insertion par l'activité économique, et dans le domaine du financement.